

d'analyse de la nature des composantes ouvrières (S.F.I.O. et P.C.F.) du Front populaire, ce qui permet de poser le problème de l'intervention des révolutionnaires comme simple « gauchissement » (« Pour un Front populaire de combat ») de la politique des directions, voire de lutter pour « l'unité organique nationale et internationale » sans dénoncer en même temps la pratique politique réformiste des internationales ouvrières.

Outre ces caractères particuliers, il est nécessaire de préciser dans quel contexte cette plate-forme a été élaborée et quelles furent ses conséquences. Les nécessités de la lutte contre la montée du fascisme, concrétisée par l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933 en Allemagne, la remontée des luttes ouvrières, la nécessité du front unique de classe, voilà les trois éléments essentiels qui expliquent que se soit constituée au début des années trente une tendance de gauche dans la social-démocratie française (comme dans la plupart des autres pays européens), contre la politique réformiste traditionnelle de Blum et consorts. Cette tendance regroupée autour du journal La Bataille socialiste, dirigé par des militants comme J. Zyromski, M. Pivert, devait rapidement éclater : en effet, elle fut confrontée à une série de problèmes politiques majeurs (la politique de Front populaire, la question de la guerre et du défautisme révolutionnaire, l'organisation de la lutte antifasciste...) auxquels elle ne put qu'apporter des réponses divergentes. D'autant que les clivages pertinents sur ces questions avaient été introduits par le passage, en 1934-1935, des trotskystes dans la S.F.I.O. L'influence que les « bolcheviks-léninistes » acquièrent dans le Parti socialiste (notamment dans les Jeunesses et dans la fédération de la Seine) entraîna une partie importante de la « bataille socialiste » à rompre avec le pro-stalinisme de certains de ses dirigeants. Il s'agissait non seulement d'un choix politique, mais autant d'une opération tactique visant à empêcher que, lors de l'exclusion des trotskystes de la S.F.I.O., ceux-ci n'entraînent avec eux un trop grand nombre de militants. Il est significatif de ce point de vue que cette tendance la « gauche révolutionnaire » se soit créée peu de temps après le congrès de Mulhouse (juin 1935) qui vit les débuts de la campagne d'exclusion des trotskystes de la S.F.I.O.

La « Gauche révolutionnaire », dont nous publions la plate-forme constitutive allait être de sa création (octobre 1935) à son interdiction (avril 1937) la couverture de « gauche » de la politique de la direction Blum : Marceau Pivert lui-même affirmera jusqu'à son exclusion de la S.F.I.O. (juin 1938) sa conviction que « le parti révolutionnaire est tout construit : c'est le Parti socialiste », il participera pendant un temps au cabinet de Léon Blum. La création d'un parti indépendant (le Parti socialiste ouvrier et paysan) ne sera nullement voulu

par les dirigeants de la « Gauche révolutionnaire », mais deviendra inéluctable lorsque, malgré tous leurs efforts, ils seront exclus du Parti socialiste.

L'organisation ainsi créée allait remplir toutes les fonctions d'une organisation centriste, en ayant toutes les caractéristiques. La guerre impérialiste allait épargner au P.S.O.P. les douleurs d'une longue agonie : son organe Juin 36 cesse de paraître le 20 décembre 1939.

Ses différents militants allaient rejoindre qui le P.S. (M. Pivert), qui le P.C., qui le mouvement trotskyste, ou encore pour un nombre appréciable d'entre eux participer aux différentes « opérations » centristes de l'après-guerre (R.D.R., U.G.S., P.S.U.)...

Pour mémoire :
Ce qu'était la plate-forme constitutive
de la Gauche révolutionnaire (oct. 1935)

1. De la défensive anti-fasciste à l'offensive contre le capitalisme

Les forces productives développées par le régime capitaliste se heurtent de plus en plus aux obstacles dressés par leur propre exploitation.

Pour parer à ces difficultés croissantes, le capitalisme est forcé de s'imposer des formes planifiées.

Mais comme à l'époque du capitalisme de libre concurrence, puis du capitalisme monopoleur, le capitalisme étatique reste soumis à la loi du profit et son évolution l'entraîne vers la généralisation de la misère.

En même temps se transforme la superstructure politique et la démocratie bourgeoise devient un système périmé de domination capitaliste : ELLE TEND A SE TRANSFORMER EN ETAT AUTORITAIRE.

L'alternative qui se pose est donc : dictature autoritaire du grand capital contre l'ensemble des masses laborieuses ou dictature du prolétariat, représentée, par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie des organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.

Si les partis ouvriers se bornent à défendre la démocratie bourgeoise périmée, ils ne montreront pas d'issue réelle aux masses souffrantes, ils permettront aux démagogues fascistes d'identifier les partis ouvriers avec la démocratie capi-

3. Publié dans « Quatre discours et un programme », supplément au n° 1 des Cahiers rouges, directeur Marceau Pivert, mai 1937.